



HAL
open science

De la ville qui mange à la ville qui produit: l'exemple des Horteloes Urbanos de Sao Paulo

Giulia Giacchè

► **To cite this version:**

Giulia Giacchè. De la ville qui mange à la ville qui produit: l'exemple des Horteloes Urbanos de Sao Paulo. ESO Travaux et Documents, 2016. hal-01483364

HAL Id: hal-01483364

<https://hal.science/hal-01483364>

Submitted on 5 Mar 2017

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



travaux et documents
de l'Unité Mixte de Recherche 6590

ESPACES ET SOCIÉTÉS

DOSSIER :

**Transition sociale et environnementale
des systèmes agricoles et agro-alimentaires
au Brésil**

mars
2016 **40**



universités : Angers - Caen - Le Mans - Nantes - Rennes II



Giulia Giacchè^(*)

ESO RENNES - CNRS
UMR 6590 - UNIVERSITÉ RENNES2

La Révolution verte des années 1960 a conduit au développement de processus productifs soutenant une agriculture intensive qui montre actuellement ses propres limites de durabilité en raison de la consommation d'énergie et d'eau et de la pollution qu'elle génère (Buttel 2006, Thompson et al. 2007). Dans ce contexte de crise écologique et environnementale, avec une perspective de forte croissance démographique urbaine (Nations-Unies, 2014), les villes se trouvent à faire face à deux défis majeurs : loger les nouveaux habitants et les nourrir.

À ce propos, les débats qui s'articulent à différents niveaux, aussi bien dans la sphère politique qu'au sein de la société civile et dans la recherche scientifique, portent sur les systèmes de production agricole et de consommation ainsi que sur les formes de planification des villes.

En ce qui concerne la planification urbaine, certaines villes ont commencé à réfléchir à l'intégration de l'agriculture dans le système urbain (comme les villes de Detroit, de New York en Amérique¹ ou Todmorden en Royaume-Uni²) et de réseaux alimentaires alternatifs (comme ceux prévus par la stratégie alimentaire mise en place par la ville de Ghent « Gent en Garde »³ en Belgique). L'agriculture urbaine (AU) et les

réseaux alternatifs sont considérés comme l'une des réponses aux problèmes de sécurité alimentaire, de développement économique, de lutte contre la pauvreté et la dégradation urbaine, de recyclage des déchets et de préservation de l'environnement (Oliviera et Morgado, 2014).

En ce qui concerne la relocalisation des systèmes de production et de consommation à travers des chaînes d'approvisionnement plus courtes sinon directes, certains chercheurs théorisent l'affirmation d'un nouveau paradigme agro-alimentaire territorial intégré (Wiskerke, 2009), en opposition au paradigme agro-industriel⁴ caractérisé par la déconnexion entre producteur et consommateur, ainsi que la déterritorialisation de la production. Cette approche duale est toutefois contestée par d'autres auteurs, qui interprètent les circuits courts comme porteurs d'un modèle hybride qui ne constitue pas une véritable alternative au système conventionnel (Watt et al., 2005 ; Dubuisson et Le Velly, 2008 ; Jouen et Lorenzi, 2014). Plusieurs auteurs (Colonna et al. 2011 ; Le Velly et Paturel, 2013 ; Lamine, 2015) investiguent des types de relation (coexistence, conflit, hybridation) entre des formes agroalimentaires innovantes ou alternatives et le système agro-industriel dominant. Rastoin et Ghersi (2010) affirment qu'il est nécessaire d'organiser la transition vers un nouveau modèle de développement alimentaire « durable », qui ne peut avoir qu'une forme hybride en combinant « des configurations modernes (basées sur la globalisation) et post-modernes (basées sur l'ancrage territorial) » qui valorisent « le patrimoine historique spécifique à chaque société et territoire avec les connaissances scientifiques et techniques de ce siècle » (p. 540).

(*) En postdoctorat

1- Hodgson et al. (2011) soulignent comme l'agriculture urbaine se présente comme une solution à la fois pour la requalification urbaine et économique dans les villes touchées par le déclin économique ou qui souffrent d'environnements dégradés (Detroit, Chicago, Buffalo) ou comme solution aux problèmes d'accès à la nourriture ou à l'analphabétisme alimentaire dans des villes plus denses comme Seattle et New York City.

2- En 2007, dans la petite ville de Todmorden (Yorkshire), alors durement frappée par la crise économique, un petit groupe de personnes y compris Pam Warhurst et Mary Clear, inquiété pour l'avenir de la ville et des nouvelles générations, décide de commencer à changer le monde en cultivant localement. L'idée était simple : faire de la ville un immense potager où tous pouvaient planter, cultiver et recueillir les produits. Cette idée a été mise en place, mais a conduit à la formation du mouvement *Incredible Edible (Incroyable Comestible)* et en 2012 a été lancé un réseau pour faciliter les échanges entre les différents groupes créés dans le monde entier entre les États-Unis et la Nouvelle Zélande.

3- <https://gentengarde.stad.gent/>

4- Le modèle de type agro-industriel est fondé sur une production agricole à grande échelle, intensive et industrialisée et comprend des canaux de transformations et de distribution impliquant plus de deux intervenants écoulant les produits dans le réseau des grandes et moyennes surfaces (GMS) et pour la restauration hors foyer (RHF).

Cet article s'insère dans ce débat, en focalisant l'attention sur des formes d'agriculture novatrices qui sont celles de l'agriculture urbaine (AU), en particulier les jardins partagés. Il s'agit d'investiguer à la fois les modèles de production en ville et les modes de consommation complémentaires ou alternatifs au modèle dominant. Les jardins partagés sont effectivement en train de se répandre dans la majorité des villes. Cultiver en ville n'est pas un phénomène récent ; mais par rapport au passé, les motivations des acteurs ainsi que les politiques mises en place pour la promotion de jardins dans les espaces intra et périurbains diffèrent.

J'approfondirai l'hypothèse que les inquiétudes ou les désirs des acteurs en relation avec la façon de produire et de consommer les aliments et d'habiter la ville, sont à l'origine des jardins partagés contemporains. Ces espaces sont des éléments multifonctionnels de la ville, qui produisent de nouvelles relations entre les acteurs et de nouvelles pratiques agro-alimentaires et qui donnent lieu à des nouvelles formes d'identités individuelles et collectives.

Ce texte se base sur les résultats d'une recherche post-doctorale menée en 2014⁵ sur l'agriculture urbaine à São Paulo. L'enquête s'appuie sur une méthodologie qualitative utilisant un cas d'étude : le réseau de Hortelões Urbanos (Jardiniers Urbains) de São Paulo (Brésil). L'intérêt de cette étude de cas repose aussi sur la possibilité de montrer que dans un Pays dit du « Sud », au-delà de la fonction alimentaire et utilitaire des jardins partagés, émergent des fonctions récréatives et paysagères (Aubry et Pourais, 2013), plutôt associées aux pays dits du Nord. Les données sur lesquelles l'analyse s'appuie sont : 25 entretiens semi-directifs réalisés auprès d'une vingtaine des hortelões urbanos⁶ qui cultivent quatre jardins⁷, de

5- Post-doctorat financé par le Programme National de Post-Doctorat/CAPES (PNPD/CAPES) sous la direction de Rezende Silva Wania (Département de Sciences Sociales, Universidade Estadual de Maringá).

6- Le nombre d'agriculteurs urbains participant au mouvement *Hortelões Urbanos* n'est pas aisé à définir car il varie beaucoup au cours du temps. On estime à une participation de 10 personnes par jardin partagé. En considérant qu'il y a 15 jardins liés au réseau, on suppose une participation active de 150 personnes. Donc les 20 personnes enquêtées correspondent à 13,3 % du total.

7- *Horta do ciclista, Horta das corujas, Horta do centro cultural São Paulo, Horta da Saúde.*

techniciens de la municipalité et représentants de ONGs et associations et diverses sources écrites (rapports d'activités et de meeting, échange sur les réseaux sociaux, entretiens dans des journaux). En outre, l'enquête de terrain a donné lieu à un carnet de terrain contenant des notes issues des observations réalisées au cours de différents événements (moment de travail collectif, meeting, fêtes, *workshop* et séminaires dans les jardins, visites organisées de fermes) et de l'observation participante, conduite pendant 16 mois⁸, notamment dans le jardin du Cycliste (*Horta do Ciclista*).

I- LES AGRICULTEURS URBAINS DANS LE MONDE

En 1996, on estimait à 800 millions le nombre d'agriculteurs urbains dans le monde (Smit et al. 2001). Bien que la plupart des agriculteurs urbains vivent majoritairement dans les pays en voie de développement, on en trouve aussi de façon significative dans les pays industrialisés. Selon les estimations de la FAO (2010), 130 millions de citoyens se sont lancés dans l'AU en Afrique et 230 millions en Amérique latine à des fins d'autosubsistance ou pour en tirer un revenu. Depuis cette date, les chiffres disponibles pour certaines villes ont révélé une augmentation du nombre de producteurs, de la production et de la valeur de cette activité urbaine. En même temps la définition et la caractérisation des agriculteurs urbains (Smit et al. 1996 ; Hofny-Collins, 2006 ; Moustier et Danso, 2012) restent toujours un questionnement ouvert car il n'existe pas de définition partagée et une seule méthode pour leur identification et leur caractérisation.

Les chiffres et les données présentées ci-après rendent compte de la différence à la fois numérique (présence majeure dans les pays « en voie de développement ») et typologique (plus orientée vers l'agriculture productive dans les pays africains et sud-américains, vers l'agriculture de loisirs et de cohésion sociale en Europe et en Amérique du Nord) entre les agriculteurs urbains. Ces chiffres ne sont cependant pas représentatifs de la complexité et de la diversité du phénomène.

8- Du janvier 2014 jusqu'à avril 2015

Les agriculteurs urbains en Afrique et Amérique Latine sont surtout des familles à faible revenu ou des femmes qui cultivent pour l'autoconsommation de la famille et/ou pour obtenir un supplément de revenu. Dans les pays européens et nord-américains, ce sont plutôt des citadins qui se différencient selon leurs origines (les immigrants ruraux ou immigrants d'autre pays) ou selon leur motivation (ceux qui cherchent à compléter leurs ressources alimentaires, et ceux pour lesquels le jardin familial est un substitut au rêve du pavillon individuel ou de la maison de campagne qu'ils n'ont pas pu concrétiser). Quoiqu'il en soit, en Europe et en Amérique du Nord, les données concernant l'AU font prioritairement référence aux jardins communautaires ou familiaux. On en compterait 80 000 à Berlin, tandis qu'à New York il y aurait 1 000 jardins communautaires sur des terrains publics. À Boston, le *Boston Natural Areas Network* gère plus de 150 jardins communautaires regroupant plus de 10 000 personnes (Boston Natural Areas Network, 2008).

À Montréal⁹, plus de 17 000 personnes se sont investies dans les jardins communautaires et collectifs, et la moitié des résidents de la région métropolitaine de Montréal (51 %) indiquent qu'au moins un membre de leur entourage cultive des aliments dans sa cour, sur son balcon ou dans un jardin. La ville de Vancouver, d'après son site Internet (2009), possède 74 jardins communautaires avec environ 3 260 parcelles de jardin situées partout dans la ville, dans les parcs, les écoles et les terrains privés. La popularité des jardins communautaires de Vancouver a augmenté en réaction à l'urbanisation rapide de la ville, après le boom économique des années 1990 (Bhatt et al., 2005). En France, on comptait en 1993, 150 000 parcelles de jardins familiaux, dont 120 000 étaient alors gérées par 800 associations rattachées à la Fédération Nationale des Jardins familiaux¹⁰.

Il est évident que dans le monde, il y a de nombreux agriculteurs urbains mais qui sont-ils ? Toutes les personnes qui cultivent en ville (même un plant de

tomate sur leur balcon), sont-elles des agriculteurs ? L'identification des agriculteurs urbains est difficile à établir parce qu'ils n'ont pas un statut juridique en tant que tel. De plus, les personnes qui pratiquent l'agriculture en ville ne se définissent et/ou ne se reconnaissent pas forcément comme des agriculteurs urbains. Les catégories socio-économiques, les motivations, l'origine, les pratiques et le type d'engagement des acteurs sont multiples ; de plus certains acteurs agissent individuellement et d'autres collectivement.

II- LE CAS D'ÉTUDE : HORTELÕES URBANOS DE SÃO PAULO

La municipalité de São Paulo est la plus grande métropole brésilienne avec 11 967 825 habitants (IBGE¹¹, 2015), et atteint près de 20 000 000 d'habitants si on considère la région métropolitaine. La ville couvre une zone de 1 523 km² dont 222 km² sont arables et correspondent à 14,75 % du territoire du municiple. La ville administrativement est organisée en 31 arrondissements et ceux-ci sont divisés en districts et en 96 subdivisions administratives. La forte immigration et la présence d'une proportion importante de personnes dans un état d'insécurité alimentaire poussent d'une part des citadins immigrés d'origine rurale qui habitaient en périphérie à cultiver et d'autre part, l'État de São Paulo¹² à introduire des programmes publics pour favoriser la mise en culture des terres délaissées.

En 2004 la municipalité de São Paulo promeut un programme d'agriculture urbaine et périurbaine (PRO-AURP) avec l'objectif d'encourager et de soutenir la production agro-écologique dans les espaces urbains et périurbains à travers la création de jardins (partagés, scolaires, d'insertion au travail et/ou d'intégration sociale) et la transition des agriculteurs professionnels à l'agro-écologie. Ce programme qui visait à soutenir aussi des formes plus directes de commercialisation, a été d'une efficacité variable au fil du temps en considérant les divergences entre institutions : plus éducatif pendant la gestion du Secrétariat de l'environnement et plus productif et économique pendant

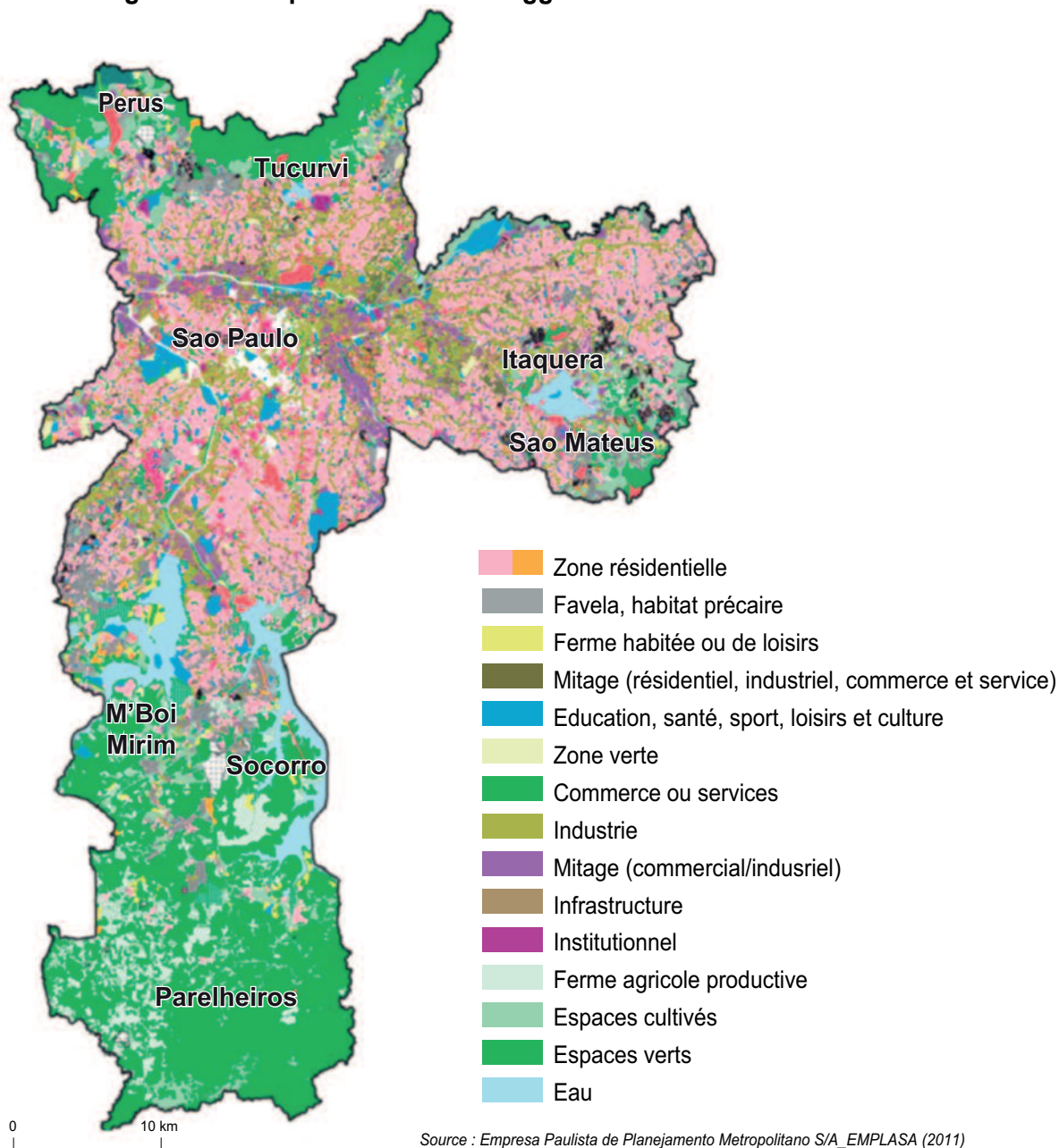
9- Selon les données d'un sondage Léger Marketing, mandaté par l'Organisation Alternatives, (<https://www.alternatives.ca/>) réalisé du 11 au 13 octobre 2011.

10- Données d'un Inventaire national des Jardins ouvriers et familiaux, réalisé en 1993 par la Fédération Nationale des Jardins Familiaux pour le compte de la Mission Paysage du Ministère de l'Environnement.

11- Institut Brésilien de Géographie et Statistique

12- Programme *Boia Fria* mis en place par Lucy Montoro dans les années 1980 dans la période de gouvernement de Franco Montoro

Figure 1 : Occupation du sol de l'agglomération de Sao Paulo en 2011



la coordination du programme par le Département de l'agriculture et de la supervision d'approvisionnement (Giacchè et Porto, 2016). En 2006, la mairie de São Paulo a commencé à tenir un registre des unités productives recensant 403 unités couvrant 5 185 ha. Elles se concentrent principalement dans le sud de la ville (dans les Sous-préfectures de M'Boi Mirim, Socorro et Parelheiros) avec 312 unités et 5 032 ha cultivés, dans la zone nord de la ville (dans les districts de Turcurvi et Perus) avec 42 unités et une extension de 184 ha et ensuite dans la zone est (dans les Sous-préfectures Itaquera, São Mateus) avec 49 unités et 268 ha (Fig. 1).

Selon un des experts qui a travaillé dans le programme PROAURP entre 2006 et 2010, il y a eu 250 espaces productifs ou jardins éducatifs qui ont reçu un accompagnement technique de ce programme. Ces données ne sont pas représentatives de la situation actuelle. On peut supposer une augmentation des espaces et des personnes impliqués compte tenu de l'émergence, ces dernières années, de plusieurs acteurs collectifs engagés dans l'AU qui ont soutenu et promu la formation d'autres espaces productifs et la formation des agriculteurs urbains. En outre, il existe des organisations non gouvernementales (ex. *Cidade*

sem fome, Célula de transformação, etc.), des réseaux (ex. Hortelões urbanos), des mouvements sociaux (ex. Mouvement Urbain d'agroécologie - MUDA¹³) ainsi que des entreprises qui se basent sur l'économie sociale et solidaire (Instituto Guandu, Pé de feijão) et des sujets individuels. Cidade sem fome (« Ville sans faim ») est une ONG fondée en 2004 à São Paulo par Hans Dieter Temp, diplômé en administration qui a travaillé comme technicien pour la municipalité de São Paulo dans le secteur de l'agriculture et de l'environnement. Cidade sem fome agit dans la zone Est de la ville, où vivent 3,3 millions de personnes et où 40 % des actifs sont au chômage. Elle travaille surtout dans les favelas ou des zones défavorisées pour la création des jardins productifs ou l'accompagnement technique. Cette ONG accompagne plus ou moins 150 agriculteurs urbains avec 650 personnes qui bénéficient indirectement de ses services. La plupart de ces jardins sont situés sous des lignes électriques ou au-dessus de conduites de gaz, dans des zones où il n'est pas possible de construire et qui sont en conséquence résiduelles et marginales.

Une autre expérience importante et novatrice pour le Brésil est celle du réseau de *Hortelões Urbanos*. Ce réseau est né de l'intérêt pour l'horticulture de deux journalistes, Claudia Visoni et Tatiana Achcar. Suite à un cours sur l'AU qu'ils ont donné en février 2011 et vu l'intérêt des participants, ils ont décidé de créer une page sur Facebook pour faciliter et stimuler l'échange des informations avec d'autres passionnés. Après un an d'échanges et de discussions sur internet, l'un d'entre eux a lancé l'idée de passer à la pratique et de créer un jardin partagé. Une dizaine de personnes s'est donc réunie pour discuter autour de cette possibilité. Les participants partageaient l'avis de la nécessité de s'approprier une part de l'espace public et de réduire progressivement la dépendance à l'agriculture conventionnelle, à l'industrie alimentaire et à la grande distribution en revendiquant une méthode

13- MUDA_SP constitue un réseau des réseaux né en 2012 pendant la biennale d'architecture dans le centre culturel de Sao Paulo qui vise à connecter toutes les personnes, associations et mouvements visant à encourager la production d'aliments sans pesticides dans la métropole de Sao Paulo ; occuper des espaces publics et privilégier le contact avec la nature ; promouvoir une alimentation saine et sans déchet et le retour vers les citoyens. Des personnes qui participent à *Hortelões Urbanos* font aussi partie de ce réseau.

de culture agro-écologique et des formes d'achat directes et locales. En effet déjà dans le rapport de la première rencontre¹⁴ émergent deux lignes d'action : i) la mise en culture collective des espaces dans les zones intra-urbaines sans autorisation comme acte de « *green guerillas* »¹⁵ ; ii) l'intention de structurer le réseau de *Hortelões urbanos* comme un mouvement orienté pour accompagner et solliciter des actions coordonnées entre les institutions, ONG et associations pour la création d'initiatives liées à l'AU. Lors de la deuxième rencontre¹⁶, ils ont identifié des espaces où commencer à cultiver. Parmi d'autres, la Place du cycliste a été choisie en considérant aussi la présence d'autres mouvements autour de cet espace (ex. Vaga Viva, Nossa São Paulo et Bike Anjo) nés pour promouvoir une mobilité alternative. Le premier jardin partagé, *horta das corujas* (« jardin Chouettes »), est créé dans le quartier résidentiel et bourgeois de Vila Madalena en juillet 2012.

Le deuxième jardin partagé mis en place le 12 octobre 2012 était le « jardin du cycliste » sur la Place du cycliste, localisée dans la rue la plus centrale de la ville, Avenida paulista, le cœur du commerce et de la vie économique de São Paulo. Avant l'installation du jardin, cet espace était abandonné et fréquenté pour des usages peu légaux.

Après l'installation du jardin, l'aspect de l'espace commence à changer et dans la page de wikiuniversité¹⁷ du jardin, le projet est décrit comme « une intervention collective... pour la culture des aliments » et comme « une proposition d'usage équitable de la ville » qui « s'ajoute à une direction forte assumée par les cyclistes qui est l'usage de l'espace public urbain pour satisfaire une nécessité essentielle : s'alimenter, bouger, sans polluer l'air qui est un bien collectif ».

14- 18 mai 2012

15- Ce terme a été utilisé pour la première fois en 1973, par Liz Christy et son groupe *Vert Guerrilla*, quand ils se sont appropriés un terrain délaissé de la ville de New York City pour installer un jardin partagé. À partir de cette expérience, de telles initiatives de guérilla urbaine se sont propagées à travers le monde.

16- 17 août 2012

17- *Wikiuniversité* est un projet communautaire visant à produire et diffuser des documents pour permettre à chacun d'apprendre ou réapprendre, de façon la plus autonome possible. C'est aussi un espace de réalisation et de soutien à des projets collaboratifs où chaque personne qui participe peut contribuer librement. Les participants au jardin ont créé leur propre page internet pour présenter leur projet (http://pt.wikiversity.org/wiki/Horta_do_Ciclista)

Donc ce jardin commence comme une expérimentation de cultiver ensemble en se réappropriant un espace public afin de montrer, dans le cœur de la ville, qu'un autre modèle, plus durable, de vivre en ville est possible.

Après la création des deux premiers jardins partagés¹⁸, le groupe le plus actif de hortelões élabore un manifeste pour trouver une unité d'intentions, pour clarifier leurs objectifs et permettre aux personnes intéressées d'adhérer au réseau. Dans le manifeste (2012) les adhérents se définissent comme des « *agricultores urbanos: vivemos na cidade e plantamos alimentos*¹⁹ ». Leur principal objectif est de réduire la dépendance à l'agriculture conventionnelle, à l'industrie alimentaire et à la grande distribution en soutenant une méthode de culture agro-écologique et une forme d'achat des produits alimentaires issus de l'agriculture familiale à travers des systèmes plus équitables et solidaires.

Le manifeste met en lumière le rôle éducatif des jardins partagés et leur rôle dans la transmission des pratiques et savoirs en considérant l'AU comme un outil pour renforcer « l'identité des personnes avec le territoire et promouvoir un sens de citoyenneté dans la construction des villes plus équitables et durables ». Pour la première fois à São Paulo l'agriculture urbaine est associée à d'autres questions au-delà de la production et la sécurité alimentaire. Le rôle éducatif porté par les jardins partagés devient aussi reconnu par la municipalité de São Paulo lors de l'approbation de la loi²⁰ sur la gestion des places publiques, où est prévue la possibilité de créer des jardins partagés à caractère éducatif et un espace pour le compostage des déchets organiques. En plus dans le Plan Directeur de la ville (2014)²¹ sont proposés des soutiens à l'agriculture urbaine et périurbaine (sous-section II art.19) dans les macro-zones de contrôle et de requalification urbaine ; en outre, le soutien à l'agriculture urbaine, périurbaine et familiale entre dans les objectifs de la politique environnementale à l'échelle de la ville (chapitre III, art.195).

18- *Horta das corujas e horta do ciclista*

19- « Agriculteurs urbains : on habite en ville et on cultive nos aliments »

20- Loi communale, N° 16 212, du 10.06.2015

21- Plan approuvé par la loi N° 16 050 du 31 juillet 2014

Actuellement²² une quinzaine de jardins partagés dans la ville-centre sont reconnus comme des jardins du réseau *Hortelões*²³. Avec une moyenne de 10 personnes par jardin, on peut estimer qu'il y a un maximum de 200 personnes réellement engagées, un nombre plutôt faible par rapport à la communauté virtuelle de 17 000 personnes²⁴.

Chaque jardin présente des caractéristiques différentes selon l'espace utilisé et les acteurs engagés, mais dans tous les jardins sont promues une méthode de culture agro-écologique ou biologique et la valorisation de la culture de variétés locales et anciennes, des herbes médicinales, aromatiques et des épices, et dernièrement, avec les problèmes de pénurie d'eau, est privilégiée la mise en culture des plantes nécessitant une quantité d'eau limitée. Normalement, l'occupation de l'espace n'a pas été autorisée par les propriétaires, pour la plupart des institutions publiques, sauf cas exceptionnels. Les jardins sont localisés sur des espaces publics : des places, des espaces enclavés ou « vides » et normalement l'accès est libre.

Les hortelões communiquent entre eux à travers Internet (notamment via *Facebook* : chaque jardin à son groupe *Facebook* propre, relié à un groupe général) et planifient la gestion de l'espace à travers des tours pour l'irrigation. Par contre les travaux plus lourds (contrôle manuel des mauvaises herbes, élagage, mise en culture de plantes et semences, distribution du compost, etc.) sont réalisés collectivement une fois par semaine ou par mois selon les jardins. Les travaux collectifs (*mutirão*) sont annoncés sur *Facebook* et sont aussi les moments où les sympathisants commencent à participer et à s'intégrer dans le groupe, ou bien cherchent seulement à faire une expérience de jardinage urbain.

Actuellement, les profils des personnes qui participent activement sont variés mais la plupart appartiennent à la classe moyenne²⁵, moyenne-haute avec un

22- juin 2015

23- On peut considérer un jardin partagé comme un jardin qui participe au réseau : s'il s'organise via *Facebook*, c'est une occupation spontanée et collective d'un espace public pour la culture des aliments qui peuvent être consommés librement.

24- En juin 2015

25- Les classes ont été définies sur la base des revenus déclarés par les personnes enquêtées (un minimum de 1 500 réais pour une unité familiale d'une personne, jusqu'à plus de 9 400 réais pour une famille de plus de deux personnes) à travers le système défini par le « *Pew Research Centre Analysis* » en considérant qu'au Brésil il y a un débat en cours sur l'identité de la classe moyenne (Salata, 2015).

niveau de scolarité élevé. Tous sont des bénévoles et ils ne reçoivent pas d'argent pour cultiver. La plus grande partie des *hortelões* sont en train de faire leur première expérience en agriculture, pour cette raison ils essayent de faire des recherches, d'apprendre sur le terrain et d'organiser des événements pour promouvoir les échanges d'informations, semences, pratiques et connaissances sur différentes thématiques (permaculture, groupe d'achat solidaire, eau, pollution, système de culture bio-intensif, compostage, etc.). Dans la ville de São Paulo, il y a aussi d'autres collectifs et réseaux qui organisent des moments de rencontres (fêtes dans les jardins, pique-niques, séminaires, etc.) et discussions autour de ces thématiques. Associées à la pratique de la mise en culture, les personnes qui participent aux jardins sont en train de redécouvrir l'art de cuisiner et de se soigner à domicile avec des plantes médicinales. Les jardins plus que des espaces productifs sont des espaces éducatifs et d'apprentissage. Les *hortelões* eux-mêmes reconnaissent cette fonction qui ne se limite pas aux domaines de l'alimentation, l'agriculture et l'environnement mais qui s'étend à l'apprentissage de la culture du vivre ensemble et du sens collectif.

Dans la plupart des espaces, des actes de vandalisme (comme le déracinement des plants ou des dégâts aux infrastructures et aux produits) ont été détectés, ainsi que des usages de l'espace pour des activités non adéquates (par exemple des personnes sans abris qui y dorment ou d'autres qui y font leur toilette). La plus grande partie des *hortelões* continue à cultiver, conscients qu'il faut du temps avant que les gens comprennent l'importance du respect de l'espace public, et du travail des *hortelões*. Ils reconnaissent qu'eux-mêmes se trouvent dans un processus d'apprentissage et de détachement pour accepter l'idée de cultiver et pas forcément de manger ou recueillir ce qui a été planté. Par contre d'autres sont lassés de cette fonction « éducative » car ils ne voient pas de retour et ils ont commencé à fermer l'espace et à définir avec la Mairie une convention pour son usage. Les points de vue des acteurs sont différents sur l'objectif de « réappropriation » de l'espace public et sur les concepts de public et de collectif. Tous ne se sont pas montrés capables d'investir énergie, argent et temps pour une collectivité qui souvent ne se montre

pas capable de comprendre, respecter et valoriser ces investissements.

Les premiers jardins partagés en particulier horta das corujas, horta do ciclista et horta do centro cultural São Paulo sont devenus des références pour toutes les personnes intéressées à s'engager dans l'AU, qui viennent les visiter pour s'en inspirer et créer un jardin dans leur propre quartier. Dans un moment de discussion collective²⁶ les participants, malgré leur intérêt²⁷ croissant à cultiver en ville, remarquent aussi un décalage entre le nombre des membres virtuels du réseau sur *facebook* et les personnes engagées de facto dans les jardins. En effet les jardins souffrent d'une fragilité structurelle due à leur gestion uniquement bénévole par des acteurs qui doivent faire face aux contraintes courantes (conflit d'usage et de voisinage, etc.) et aux désaccords au sein des groupes pour l'entretien de l'espace ou la dynamique du réseau. On note deux courants principaux à ce propos. D'une part, les membres du mouvement qui estiment qu'il est préférable de maintenir le réseau « horizontal » et « non-institutionnalisé », c'est-à-dire basé sur des forums de discussion sur *Facebook* où les personnes vraiment intéressées pour cultiver un espace peuvent rejoindre le mouvement et se connecter pour se réunir et trouver un lieu propice à l'installation d'un jardin partagé, tout en acceptant la « fragilité » des espaces et des collectifs. Au contraire, d'autres pensent que la structuration du réseau est nécessaire pour assurer l'accès à des nouvelles personnes et pour augmenter le nombre des jardins partagés dans la ville de São Paulo. Pour cette raison, le mouvement MUDA a présenté le projet *Cidades Comestíveis* (« Ville comestible »), financé fin 2014 par la ville de São Paulo dans le cadre d'un programme²⁸ qui vise à accroître et favoriser l'exercice de la citoyenneté à travers la technologie. Le projet a l'ambition de faire passer l'idée de la ville comme lieu de production et pas seulement de consommation.

26- Moment de discussion entre des membres du réseau *Hortelões* et des sympathisantes qui a eu lieu le dimanche 26 janvier 2014 pendant le Pic nique d'échange de semences dans le Parque da Luz (Sao Paulo).

27- 17000 en juin 2015 sont augmentés à 30607 à début mars et plus de une dizaine de jardins ont été mis en place avec l'aide du réseau

28- Il s'agit d'un appel à projet « Réseaux et Rues » (*Redes e Ruas*) qui est le résultat d'un partenariat entre les services des secrétariats municipaux de Culture et des droits de l'Homme et de la citoyenneté. 59 projets ont été financés sur les 142 reçus.

L'objectif principal du projet est d'augmenter le nombre d'espaces cultivés dans la ville en essayant de promouvoir l'utilisation d'une application par téléphone, qui permet de cartographier les espaces vides et les acteurs prêts à les cultiver.

Nous pouvons nous demander si les hortelões sont bien des agriculteurs urbains : réponse qui est différente selon les points de vue.

Si on prend comme référence les définitions données dans de cadre politique et institutionnel²⁹ qui se basent sur l'échelle de parcelle, le revenu, le temps investi, ils ne peuvent pas être considérés comme des agriculteurs. Par contre ils correspondent plus au profil de jardiniers militants comme à Montpellier en France (Scheromm, 2015) ou du jardinier EEE « éduqué, écolo, engagé » de Montréal au Canada (Reyburn, 2006). Cette correspondance montre, comme dans la pratique, que la dichotomie entre le pays dit du Sud et du Nord n'est pas aussi nette et qu'il y a des nouveaux acteurs et formes d'agriculture liées au loisir et aux valeurs écologiques aussi dans les pays du Sud. En tout cas il faut tenir compte que la plupart des hortelões se considèrent comme des agriculteurs urbains mais ils se différencient pourtant bien des « vrais » agriculteurs qui cultivent dans les espaces intra-urbains ou périurbains autour de la métropole et qui eux, vivent de cette activité économique.

Le contexte socio-économique-politique de la ville conditionne fortement leurs pratiques et leurs représentations et le fait qu'ils s'associent aux agriculteurs est une manière de donner de la valeur à un métier et à des savoir-faire souvent peu considérés ou appréciés. Pour cette raison ils ne se considèrent pas comme des jardiniers, parce qu'ils plantent et produisent des aliments comme les agriculteurs.

III- LES STRATÉGIES D'APPROVISIONNEMENT ALIMENTAIRE

La plupart des jardins s'étendent sur des surfaces modestes (par exemple le jardin du cycliste s'étend sur une surface de 25 m²) et la production ne peut faire face aux besoins des hortelões. Les systèmes d'approvisionnement alimentaire sont donc très diversifiés.

29- Ministère du Développement Agricole brésilien

La quasi-totalité des hortelões enquêtés s'approvisionnent dans les jardins très sporadiquement en collectant des fruits (mures, bananes), des légumes (aubergines, tomates, pommes de terre, pommes douces, salades, etc.) ou des herbes (aromatiques, médicinales) normalement par des récoltes collectives (1 ou 2 fois par mois) (Photo.1). La plupart n'utilisent pas le jardin pour leur propre alimentation mais ont d'autres motivations. Certains d'entre eux voudraient manger plus que ce qu'ils cultivent mais les quantités produites ou les actes de « vol » ou vandalisme les empêchent d'en profiter plus. Par contre d'autres hortelões revendiquent la nature de l'espace, qui étant public, ne permet pas un usage privé comme celui de consommer des aliments cultivés chez soi. Deux répondants vont plus loin et affirment que le jardin représente un exercice de détachement et d'apprentissage de la notion de collectif qui signifie accepter de planter quelque chose qu'un autre mangera. Personne n'a montré des inquiétudes autour de la pollution éventuelle des produits en raison de polluants dans le sol, l'eau ou l'air, considérant plus pollués ou insalubres les produits qui se trouvent sur le marché car issus de l'agriculture conventionnelle³⁰.

90 % des enquêtés cultivent chez eux des herbes aromatiques (romarin, basilic, origan, persil, coriandre, sauge, etc.) et sont presque autosuffisants pour ces produits. Un des enquêtés cultive aussi de légumes et fruits en ayant chez lui un grand espace (terrasse et jardin) et il arrive à une autosuffisance pour certains produits.

Tous les enquêtés ont affirmé que l'expérience de cultiver en ville leur a permis de comprendre la saisonnalité des produits, les difficultés rencontrées par les agriculteurs et tous les travaux nécessaires à la production d'aliments pour être prêts à consommer dans les supermarchés. En même temps, ils ont vu que cultiver sans l'utilisation des produits chimiques est possible et qu'il faut valoriser le métier d'agriculteur en particulier celui qui respecte l'environnement. Ils se sont aperçus de l'importance de manger des produits frais et sains et de l'importance pour la ville et son territoire d'avoir des zones agricoles productives autour de la métropole.

30- Le Brésil est le pays qui utilise le plus de pesticides dans le monde, soit environ 20 % de la consommation mondiale, ce qui correspond à une moyenne de 5,2 kg par habitant et par an (Londres, 2011)



Photo 1 : Récolte collective de patates douces dans le jardin du centre culturel de Sao Paulo



Photo 3 : Réunion entre agriculteurs, techniciens et consommateurs de l'Organisation de Contrôle Social (OCS) à Sao Paulo dans la zone rurale de Parelheiros

Pour ce qui concerne l'approvisionnement, un quart des personnes enquêtées s'approvisionne à travers le *delivery* biologique ou participe à un Groupe d'achat collectif³¹ (Photo.2), en achetant un panier une fois par semaine auprès des agriculteurs qui se trouvent dans les environs³² de la métropole. Un autre quart s'approvisionne dans les marchés de quartier où normalement il y a des revendeurs qui vendent de produits achetés dans le CEAGESP³³ issu de l'agriculture conventionnelle. Ce choix est dicté principalement par la facilité d'accès et la proximité qui ne sont pas garanties par les seuls sept marchés biologiques où généralement le vendeur est producteur, ces marchés ne fonctionnant seulement qu'un ou deux jours par semaine. Pour ces raisons, les marchés biologiques ne sont pas pratiques à utiliser au quotidien et ne sont pas

31- Au Brésil l'introduction de ce système d'achat est très récente (2013) et a été importée selon le modèle de *Community Supported Agriculture*.

32- Itobi à 238 km de Sao Paulo, Botucatu à 235 km et Sao Roque à 51km

33- Marché général situé dans la zone ouest de la métropole.



Photo 2 : Présentation du CSA lors d'un moment de convivialité dans le jardin du Cycliste



Photo 4 : Visite dans une exploitation en Piedade (SP) lors de la récolte du Kaki

d'accès facile. La moitié des enquêtés continuent d'acheter les produits dans les supermarchés, même s'ils préféreraient acheter des produits biologiques directement auprès des producteurs, mais la diffusion est insuffisante sur des marchés et les horaires réduits et non flexibles.

Au-delà des modalités d'organisation pour l'achat des produits, il est intéressant de mettre en lumière les formes de collaboration entre deux catégories (les hortelões urbanos et les agriculteurs urbains professionnels) pour les phases de production, commercialisation et certification des produits. Des membres du mouvement de Hortelões participent à un système de certification participatif OCS (Organisation de Contrôle Social). Ce système de certification non obligatoire se base sur la création d'un groupe de consommateurs, producteurs et techniciens qui une fois par mois visite une exploitation différente pour faire un contrôle technique afin de valider et vérifier que le système de production soit bien biologique. Dans la zone sud de São Paulo a été créé un groupe d'une quinzaine de

personnes (Photo.3), l'OCS São Paulo. Ce système permet aux agriculteurs de certifier sans coûts ajoutés leur production mais aussi d'améliorer leurs pratiques et techniques productifs à travers l'échange avec d'autres agriculteurs et les techniciens de la municipalité et il permet des formes de collaboration entre eux. Les visites mensuelles organisées dans les exploitations sont aussi des moments importants pour des aspects éducatifs et sociaux. Ils sont utiles pour construire des liens de confiance et de connaissance mutuelle entre producteurs et consommateurs (les consommateurs appréhendent mieux les systèmes de production, l'origine des produits et les agriculteurs comprennent mieux les besoins et les habitudes alimentaires des consommateurs).

Les hortelões organisent aussi des visites dans les exploitations sur des moments particuliers (par exemple dans une exploitation de kaki au moment de la récolte, etc.) pour mieux connaître leur fonctionnement et la production, mais aussi pour renforcer les liens avec les agriculteurs et les soutenir (Photo.4).

En 2014, deux hortelões qui participaient au système de certification participatif se sont aussi engagés à aider les agriculteurs professionnels pour la commercialisation de produits en développant des démarches différentes qui ont mis en lumière deux grandes faiblesses de la filière courte.

L'un d'eux a choisi d'acheter des produits auprès des agriculteurs pour revendre après des paniers en formant un groupe d'une dizaine de personnes qui participent à un des jardins partagés dans le centre-ville. Ce service n'a pas duré longtemps car les participants du groupe n'arrivaient pas à s'organiser pour définir un horaire et un lieu pour retirer le panier. Ce groupe a abandonné en considérant le temps investi en logistique (récolte de demande, aller chez les agriculteurs et organiser la distribution après) et la faible collaboration des autres consommateurs trop habitués à faire les courses au supermarché dans la journée, ce qui leur convenait mieux.

Le deuxième a organisé un marché le dimanche matin près d'un jardin partagé proche d'un arrêt de métro dans la zone centrale de la ville et a monté un site Internet pour la promotion de produits et la vente en ligne avec la possibilité de réserver des produits. Avant de choisir le lieu et l'horaire, il a essayé diffé-

rentes situations et contextes. Son investissement a été important car il souhaite changer de métier (il est actuellement informaticien) pour travailler comme agriculteur à plein-temps. Ce système semble convenir aux consommateurs. Par contre, les agriculteurs qui cultivent dans la zone sud de São Paulo ne se montrent pas encore capables de s'organiser et de fournir le marché avec précision en planifiant la récolte et la quantité produite. Donc, le revendeur s'est trouvé obligé d'aller aussi chercher des agriculteurs plus éloignés de São Paulo pour éviter les ruptures d'approvisionnement.

IV- REMARQUES CONCLUSIVES

Après trois ans et demi d'activité du premier jardin partagé et la multiplication de cette expérience à São Paulo, l'agriculture en ville est une pratique qui est en train de se consolider.

Le réseau de Hortelões Urbanos depuis sa formation en 2011 montre son caractère transformateur à l'échelle spatiale et sociétale à trois niveaux : au niveau individuel en considérant les personnes qui y participent, de la ville et du système alimentaire.

Les changements intervenus à l'échelle des individus sont surtout liés à une relation différente avec l'espace public au-delà de leur propre alimentation, par une plus grande présence de produits frais et biologiques. Être un *hortelã* ou un *hortelão urbano* prend une signification plus complexe qui ne se limite pas à cultiver des aliments : « c'est croire qu'il y a une autre manière de se rapporter aux espaces publics, à tous les habitants de la ville et à son système d'approvisionnement » (Giacchè et al., 2015). Le réseau *hortelões urbanos* peut être considéré comme une expression du désir (ville plus verte, nourriture fraîche et locale) et des inquiétudes (non salubrité des produits agricoles conventionnels, pénurie des ressources naturelles comme l'eau ou la terre grignotée par l'urbanisation, changement climatique, etc.) des consommateurs qui habitent en ville ; ils témoignent à travers la culture d'un besoin de se rapprocher de la nature et de l'origine de leur nourriture.

Par rapport à la ville de São Paulo, l'impact du réseau est moins évident si on considère leur nombre,

seulement une quinzaine des jardins partagés sont en place, même si du point de vue de la qualité de l'espace urbain, les retombées sont évidentes : des espaces abandonnés requalifiés en espaces sociaux, cultivés et productifs. Les jardins partagés sont des espaces agricoles multifonctionnels où, au-delà de la production alimentaire, il y a la promotion (à travers de rencontres, moment de discussion et aussi de travail) d'un modèle agricole et de consommation alternatif au modèle dominant. En outre ces espaces deviennent des lieux de rencontre et de sociabilité en permettant une fonction d'intégration et de cohésion sociale, visant à changer l'image de la ville : d'une ville de béton à une ville comestible. Le réseau, en expansion rapide comme le montre le nombre de participants et de jardins qui continue à augmenter conduit à penser que nous sommes en face d'un mouvement en expansion qui a trouvé aussi une reconnaissance de la part des institutions publiques, comme le montre la loi sur la gestion des places et sa reconnaissance dans le plan directeur de la ville.

Reconnaissance due aussi aux médias (journaux, télévision, radio) illustrée par une pluralité d'articles³⁴, de vidéos et d'entretiens parus ces deux dernières années et par les nombreuses sollicitations des agriculteurs urbains pour témoigner de leurs expériences.

Par rapport au système agro-alimentaire aussi, l'impact est plutôt qualitatif que quantitatif. Ce collectif essaye de retrouver un contact avec la terre et le cycle de production alimentaire à travers la culture en ville et en même temps de créer des liens directs (pour la commercialisation et la certification) avec les agriculteurs familiaux locaux afin de les soutenir. L'engagement des hortelões à travers des visites dans les exploitations, la participation au système de certification, la mise en place des marchés de producteurs est en train d'élargir l'accès et la disponibilité des produits bio à des prix accessibles, par la réduction des frais de certification d'un côté et la diversification des points et des modalités de commercialisation de l'autre.

On peut conclure que le réseau a produit des transformations socio-spatiales à l'échelle de la ville et que les jardins partagés sont des espaces multifonctionnels

d'expérimentation où émergent de nouvelles modalités pour entrer en relation avec l'espace public, l'alimentation et la société, au sein d'un projet de construction collective d'une ville plus juste et plus durable.

BIBLIOGRAPHIE

- AUBRY C., POURIAS J., 2013, « L'agriculture urbaine fait déjà partie du « métabolisme urbain » », in Dossier *Nature et agriculture pour la ville : les nouveaux désirs des citoyens s'imposent*, Club Déméter, Paris, pp.135-155
- BHATT V., KONGSHAUG R., 2005, *Making the Edible Landscape: a study of urban agriculture in Montreal*, Montreal, Minimum Cost Housing Group, McGill University.
- BUTTEL H. F., 2006, « Sustaining the unsustainable : agro-food systems and environment in the modern world », in Cloke P., Marsden T., Mooney P., (dir) *The Handbook of Rural Studies*, SAGE Publication, London, pp. 213-229
- COLONNA P., FOURNIER S., TROUZARD J.-M., 2011, « Systèmes alimentaires », in ENSOUF C., RUSSEL M., BRICAS N., (dir), *DuAlline-durabilité de l'alimentation face à de nouveaux enjeux. Questions à la recherche*, Rapport INRA-CIRAD, pp. 60-85
- DUBUISSON S., LE VELLY R., 2008, « Les circuits courts entre alternative et hybridation », in MARÉCHAL G. (dir.), *Les circuits courts alimentaires. Bien manger dans les territoires*, Dijon, Éducagri, collection Références, pp. 105-112
- GIACCHÈ G., PORTO L., 2016, « Políticas Públicas de Agricultura Urbana e Periurbana: uma comparação entre os casos de São Paulo e Campinas », in *Informações Econômicas*, IEA, São Paulo.
- GIACCHÈ G., NAGIB B., PORTO L., 2015, « Agricultura urbana, ativismo e direito à cidade. As hortas urbanas são pequenas revoluções pacíficas que introduzem novas vivências no espaço urbano e avançam na conquista do direito à cidade », *Carta Maior*. Revue en ligne, mise en ligne le 07/07/2015
- GIACCHÈ G., REZENDE SILVA W. (2014) « Urban Agriculture in São Paulo (Brazil): actors, space and governance models », in ROGGERA R., KEEFFE G. (dir.), *Finding Spaces for Productive Cities*, « 6 th Aesop, Sustainable Food planning Conference », 5 au

34- 129 articles ont été publiés entre 2012 et début 2015 dont 25 en 2012, ce qui montre une attention croissante pour ce phénomène.

7 novembre 2014, Leeuwarden, Velp, Vhl University of Applied Sciences, pp. 415-428; ISBN 978-90-822451-2-7.

- HODGSON K., CAMPBELL C. M., BAILKEY M., 2011, *Urban Agriculture. Growing healthy, sustainable place*, American Planning Association, Chicago, 145p.
- HOFNY-COLLINS A.H., 2006, *The Potential for Using Composted Municipal Waste in Agriculture: The case of Accra, Ghana*, Thèse de Doctorat, Swedish University of Agricultural Sciences
http://pub.epsilon.slu.se/1172/1/Epsilon_PhD_No65.pdf (consulté le 23/11/2013)
- JOUEN M., LORENZI F., 2014, « La dimension territoriale et politique des circuits courts alimentaires: représentations et enjeux dans le débat européen sur la politique agricole commune », *Sciences, Eaux & Territoires*, 13, pp. 12-18
- LAMINE C., 2015, *Les agriculteurs dans la fabrique sociale et politique des paradigmes de l'écologisation*, HDR, Université Paris Ouest Nanterre, Paris.
- LE VELLY R., PATUREL D., 2013, « Des circuits courts pour l'aide alimentaire? Hybridation de régulations dans un marché expérimental en Languedoc-Roussillon », *Revue d'Etudes en Agriculture et Environnement-Review of agricultural and environmental studies*, INRA, 94 (4), pp. 443-465
- LONDRES F., 2011, *Agrotóxico no Brasil: um guia para a ação e defesa da vida, As-PTA-Assessoria e Serviços a Projeto em Agricultura Alternativa*, Rio de Janeiro, 190 p.
- MOUSTIER P., DANSO G., 2012, « The economic success of urban agriculture depends on the farming method », in DZIEDZIC N., ZOTT L. M. (dir.), *Urban agriculture*, Detroit, Greenhaven Press, pp. 77-86
- NATIONS UNIES, Département des affaires économiques et sociales, 2014, *World Urbanization Prospects: The 2014 Revision, Highlights*. (ST/ESA/SER.A/352), United Nations, New York, 32 p.
<http://esa.un.org/unpd/wup/Highlights/WUP2014-Highlights.pdf> (consulté le 20/11/2015).
- OLIVIERA R., MORGADO J. M., 2014, « Planning the Urban Food System of the Lisbon Metropolitan Area in Portugal », in ROGGEMA R., KEEFFE G., (dir), *Finding Spaces for Productive Cities*, 6 th AESOP, Sustainable Food planning conference, 5-7 november,

Leeuwarden (Hollande), pp. 5-18

- RASTOIN J.-L., GHERSI G., 2010, *Le système alimentaire mondial: concepts et méthodes, analyses et dynamiques*, Editions Quae, Versailles
- REYBURN S., 2006, *Évaluation de la contribution de l'AU communautaire montréalaise à l'amélioration du cadre de vie*, Thèse de Doctorat en Études Urbaines, Université du Québec à Montréal, 248 p.
- SALATA A. R., 2015, « Quem é classe média no Brasil? Um estudo sobre identidade de classe », in *DADOS – Revista de Ciências Sociais*, Rio de Janeiro, vol. 58, n° 1, pp. 111-149.
- SCHEROMM P., 2015, « L'expérience agricole des citoyens dans les jardins collectifs urbains: le cas de Montpellier », in *Développent Durable et territoriales*, vol. 6, n° 1
- SMIT J., NARS J., RATTI A. (2001), « Chapter 2. Urban agriculture yesterday and today », in SMITH *et al* (dir), *Urban Agriculture Food, Jobs and Sustainable Cities*, The Urban Agriculture Network, Inc.
- THOMPSON J., MILLSTONE E., SCOONES I., ELY A., MARS-HALL F., SHAH E., STAGL S., 2007, *Agri-food System Dynamics: pathways to sustainability in an era of uncertainty*, STEPS Working Paper 4, Brighton: STEPS Centre, 79 p.
- WATT D.C.H., IBERY B., MAYE D., 2005, « Making reconstructions in agro-food geography: alternative systems of food provision », *Progress in Human Geography*, 29 (1), pp. 22-40
- WISKERKE J. S. C., 2009, « On places lost and places regained: Reflections on the alternative food geography and sustainable regional development », *International Planning Studies*, 14(4): pp. 369-387



SOMMAIRE

RÉSUMÉS DE TRAVAUX

- *Approche géographique des vulnérabilités et des inégalités à travers les mobilités quotidiennes dans les métropoles d'Amérique latine*
Florent Demoraes, p. 7-20
- *La ruralité au comptoir: une géographie sociale et culturelle des cafés ruraux bretons*
Nicolas Cahagne, p. 21-32

COLLOQUES, SÉMINAIRES

- *Femmes et citoyenneté: des modes de constructions sociales. Journée scientifique Mali-Genre*
Fatoumata Coulibaly, Anne Ouallet, p. 35-45

POSITION DE RECHERCHE

- *Une action publique « ordinaire » ? Réflexion sur la production de l'espace: rapports aux institutions locales et classe de l'encadrement*
Pierre Guillemin, Étienne Walker, p. 49-58

DOSSIER

Transition sociale et environnementale des systèmes agricoles et agro-alimentaires au Brésil

- *Introduction*
François Laurent, Jùlio Cesar Suzuki, p. 61-62
- *Production et revenu dans des zones d'assentamentos ruraux au Brésil. L'exemple de Pontal do Paranapanema (Etat de São Paulo)*
Marcos Barros de Souza, p. 63-73
- *L'expansion de la monoculture dans la Pampa Gaucha et son impact sur le paysage*
Cesar De David, p. 75-80
- *Communautés Caiçaras brésiliennes: entre politique environnementale et mode de vie traditionnel*
Jùlio Cesar Suzuki, Marcos Henrique Martins, p. 81-89
- *Les femmes agricultrices brésiliennes, la relation ville-campagne et la production et la consommation de plantes médicinales*
Roseli Alves dos Santos, Marcos Aurélio Saquet, Luiz Carlos Flávio, p. 91-98
- *De la ville qui mange à la ville qui produit: l'exemple des "Hortelões Urbanos" de São Paulo*
Giulia Giacchè, p. 99-110
- *De la production à la consommation alimentaire: regards croisés entre Cianorte (Brésil) et Aubière (France)*
Vanessa Iceri, Sylvie Lardon, Marcio Rocha, p. 111-120